



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Aide à l'Afrique pour lutter contre l'épidémie et ses conséquences

Question au Gouvernement n° 2881

Texte de la question

AIDE À L'AFRIQUE POUR LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE ET SES CONSÉQUENCES

M. le président. La parole est à Mme Stéphanie Rist.

Mme Stéphanie Rist. La question de mon collègue Jacques Krabal s'adresse à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

La France continue de mener la guerre contre le Covid-19 sur le territoire métropolitain et dans les DOM-TOM, les départements et territoires d'outre-mer. Médecins, infirmières et agents de service combattent avec courage dans les hôpitaux, les EHPAD et à domicile. Partout les forces de sécurité veillent au respect du confinement, pour la santé de tous. La France est debout grâce aussi à celles et ceux de la deuxième ligne : agriculteurs, éboueurs, facteurs, enseignants, caissières, élus. Je n'oublie pas les clubs services, bénévoles et chefs d'entreprise ; ainsi, à Montreuil-aux-Lions, on confectionne des protections pour les soignants des hôpitaux de Château-Thierry, de Villiers-Saint-Denis, du sud de l'Aisne et bien au-delà. Vous le constatez, la ruralité est aussi au rendez-vous.

La France, tout comme l'Europe, va vaincre cette épidémie. Mais la pandémie est mondiale. Si elle se développe en Afrique, dans les pays en voie de développement, nous resterons menacés. La fragilité de leurs systèmes de santé les rend encore plus vulnérables. Le respect des gestes barrières est difficile : comment se laver les mains quand il n'y a pas d'eau ? Comment rester confiné dans un espace restreint ou quand la faim vous tenaille ?

Le directeur de l'OMS prévient qu'il faut se préparer au pire. L'Assemblée parlementaire de la francophonie tire aussi le signal d'alarme. Certes, l'Union européenne a débloqué une aide de 15 milliards d'euros en faveur des pays vulnérables.

Quels efforts la France va-t-elle déployer pour inciter les instances internationales, le FMI – le Fonds monétaire international –, la Banque mondiale, à aider davantage les pays africains ? Quelle est la position de la France sur la demande d'allègement de la dette africaine ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Connaissant l'intérêt de Jacques Krabal pour l'Afrique, je lui répondrai que nous regardons la situation de ce continent sans catastrophisme, sans prédictions alarmistes, mais avec une extrême vigilance, pour plusieurs raisons : après avoir atteint plus tardivement l'Afrique, la vague du Covid-19 y monte ; les systèmes de santé africains sont fragiles ; les mesures de confinement courageuses prises par plusieurs pays risquent d'affecter durablement les habitants qui vivent

souvent au jour le jour.

En cette période, nous devons donc aider l'Afrique, par solidarité avec des pays amis. Le lien humain entre l'Afrique et la France est d'ailleurs tragiquement illustré par ce médecin urgentiste franco-malgache, formé en France, revenu prêter main-forte à l'hôpital de Compiègne, qui restera comme le premier médecin victime du Covid-19 en France.

Aider l'Afrique, c'est aussi répondre aux intérêts de la France, en agissant dans notre voisinage pour écarter la menace d'un effet de retour, d'un effet boomerang, d'une deuxième vague qui viendrait nous frapper alors que nous serions en phase de récupération.

C'est pourquoi le Président de la République développe, avec ses partenaires européens, une stratégie de soutien au système de santé africain. À cet effet, nous allons réorienter notre aide au développement bilatérale à hauteur de 1,2 milliard d'euros en dons et en prêts, en utilisant des crédits qui étaient destinés à d'autres actions de développement.

Notre aide à l'Afrique se déploie également dans le cadre multilatéral, avec la mobilisation du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, mais aussi celle du GAVI – l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation –, d'Unitaid et de tous les autres fonds auxquels participe la France.

Enfin, nous soutenons la communauté scientifique africaine, avec laquelle nous collaborons dans la recherche de solutions, et l'activité économique du continent – vous avez entendu hier le Président de la République s'exprimer en faveur d'un moratoire sur la dette des pays africains et même de son annulation, mesure forte dans le cadre de notre coopération avec l'Afrique en cette période.

Données clés

Auteur : [Mme Stéphanie Rist](#)

Circonscription : Loiret (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2881

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 avril 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 avril 2020](#)